ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

EXTRAIT DE PÉTITION
(Conforme au Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 2 994 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE la centralisation du système de santé et de services sociaux, découlant de la réforme de 2015, a privé les régions, dont celle de Sorel-Tracy, de l'autonomie nécessaire pour répondre adéquatement aux besoins et aux priorités de la population;

CONSIDÉRANT QUE cette centralisation des pouvoirs a entraîné une déconnexion entre les centres décisionnels et les lieux où sont dispensés les services;

CONSIDÉRANT QUE la lourdeur administrative actuelle est un obstacle à l'efficience de la dispensation des soins de santé et de services sociaux dans les régions;

CONSIDÉRANT QUE l'absence de gouvernance et de direction locales prive les établissements d'une autonomie indispensable à l'administration de soins adaptés à leur clientèle, en fonction de leurs besoins et caractéristiques propres;

CONSIDÉRANT QUE les établissements de proximité n'ont pas l'autonomie budgétaire nécessaire pour s'autogérer, en fonction des réalités particulières de leur milieu;

CONSIDÉRANT QUE les organisations du travail locales et les différents salariés souhaitent, par une décentralisation, participer et être impliqués dans les décisions en fonction du réel besoin du personnel de la santé et des services sociaux ainsi que des usagers;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec de procéder à une décentralisation du système de santé en redonnant à chaque établissement de santé du Québec une gouvernance locale, ainsi qu'un réel pouvoir décisionnel et de conférer une plus grande autonomie aux établissements de façon à réellement mettre le patient au cœur du système et accroître l'adéquation entre les soins dispensés et les besoins de la population.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Jean-Bernard Émond
Député de Richelieu

14 septembre 2020

Date de signature de l'extrait